

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

AVENANT DU 19 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR 2008
(ALSACE)

NOR : *ASET0850386M*
IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics d'Alsace,

D'une part, et

L'union régionale construction et bois CFDT Alsace ;

L'union régionale BATIMAT-TP CFTC Alsace ;

La fédération régionale Alsace FO ;

L'union régionale d'Alsace CFE-CGC,

D'autre part,

En application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993,

CHAPITRE

Article 1^{er}

Le barème annuel des minima des ouvriers des entreprises de travaux publics des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin est calculé sur la base de 35 heures et s'établit comme suit.

(En euros.)

| NIVEAU | POSITION | COEFFICIENT | SALAIRE MINIMUM annuel |
|--|----------|-------------|---------------------------|
| I | 1 | 100 | 16 610 |
| | 2 | 110 | 16 890 |
| II | 1 | 125 | 17 535 |
| | 2 | 140 | 19 445 |
| III | 1 | 150 | 20 725 |
| | 2 | 165 | 22 700 |
| IV | | 180 | 24 855 |
| Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC. | | | |

Article 2

Date d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent pour l'année 2008 à compter du 1^{er} janvier.

Article 3

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux ouvriers des entreprises ayant une activité de travaux publics dans la région Alsace.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Strasbourg (industrie).

Article 5

Extension de l'accord (recommandation)

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Article 6

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Strasbourg, le 19 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)